

car il faut boire le vin tiré et payer ce qui a été commandé.

En découvrant avec vous le déficit 1973, puis la certitude de déficits croissants pour les années suivantes, le Conseil fédéral s'est d'emblée refusé à des mesures théâtrales, à des réductions drastiques des dépenses ou à des augmentations massive des impôts, les unes et les autres amorçant ou accentuant une récession déjà prévisible. Nous avons voulu – et ce budget, y compris les amendements que votre Commission des finances vous propose, en est l'expression – une politique de modération ferme, graduelle et sélective, une politique de continuité évitant de rompre brutalement des engagements pris à l'égard des cantons, des communes, des entreprises, de l'économie en général, permettant d'assurer, autant qu'il est possible, la régulation de l'économie en même temps que les tâches de l'Etat dans leurs priorités essentielles d'équipement et de péréquation sociale, professionnelle et régionale.

Nous avons par là répondu à l'interpellation de M. le député Letsch. Nous vous demandons d'entrer en matière et d'approuver le budget 1975, sous réserve de la votation du 8 décembre. Vous m'excuserez de n'avoir pas repris dans le détail toutes vos interventions et toutes les suggestions d'économies et de ressources nouvelles. Dites-vous que nous ne sommes pas au bout de nos peines et de nos efforts et que des propositions seront toutes étudiées dans la mesure où elles ne l'ont pas été déjà. Je rejette toutefois la proposition formulée, je pense par plaisanterie, par M. James Schwarzenbach de renoncer au traité de libre-échange. Nous nous placerions en marge des circuits commerciaux, freinant nos industries dans leurs débouchés européens, créant délibérément la situation de récession que nous voulons éviter. Rivarol a déjà constaté que «c'est une grande folie que de vouloir être sage tout seul». Je ne veux pas davantage, comme on l'a fait, renvoyer dos à dos les intérêts légitimes des agriculteurs et les engagements que vous avez pris à l'égard des fonctionnaires. Nous avons une identiques sollicitude envers ces deux catégories de Confédérés, mais si des sacrifices devaient être nécessaires, il n'est pas exclu qu'ils le soient, ils devront être équitablement répartis. La controverse du prix du lait et de la «Teuerungszulage» qui préoccupe M. Rüttimann ne saurait pour l'instant nous retenir davantage.

Croyez bien, en conclusion, que si le présent exercice suscite en vous la plus profonde des amertumes, il n'est pas plus agréable pour le ministre des finances qui fait, avec ses collaborateurs, l'année d'apprentissage la plus rude qui se puisse imaginer.

Je passe avec indifférence sur quelques réquisitoires impitoyables et gratuits pour me féliciter des nombreux apports positifs au débat, témoignages de la cohésion indispensable pour franchir ce mauvais pas pour un pays heureux et encore prospère qui débat de difficultés budgétaires dans une Europe déjà en inquiétant désarroi.

Le président: M. le député Letsch peut maintenant nous dire s'il est satisfait de la réponse du Conseil fédéral.

Letsch: Die Antwort von Herrn Bundesrat Chevallaz enthielt einige – ich möchte sagen – versteckte, aber wertvolle Ansatzpunkte für den von mir gewünschten Schrittwechsel; sie war aber zu wenig konkret, und ich bin deshalb nur teilweise befriedigt.

Im Rahmen der Beratung des Voranschlages werden die folgenden persönlichen Vorfälle behandelt:

Les interventions personnelles ci-après sont traitées dans le cadre des délibérations du budget:

12 119. Motion Keller. Bundesfinanzplanung

Planification des finances fédérales

12 117. Postulat Augsburger.

Neue Staatsaufgaben. Periodischer Bericht

Nouvelles tâches publiques. Rapport périodique

Wortlaut der Motion Keller vom 2. Oktober 1974

Bundesrat und Parlament bemühen sich zurzeit, den Bundesfinanzaushalt in Ordnung zu bringen. Dies wird nicht gelingen, wenn die finanziellen Auswirkungen neuer Erlasses im Bundesrat und in der parlamentarischen Beratung nicht zuverlässiger bekannt sind und berücksichtigt werden. Außerdem sollte auch deren Finanzierung jeweils gründlich abgeklärt werden. Die in Artikel 29 Absatz 1 Buchstabe c des Bundesgesetzes über den eidgenössischen Finanzaushalt festgelegte Bestimmung über einen mehrjährigen Finanzplan genügt nicht, da allfälligen Mehrkosten, wie sie von den Kommissionen und Räten beschlossen werden können, nicht mehr Rechnung getragen werden kann. Dies hat zur Folge, dass die wirklichen Kosten bei den Beratungen und Beschlussfassungen meist nicht bekannt sind.

Der Bundesrat wird eingeladen, folgende Massnahmen zu prüfen und dem Parlament diesbezügliche Vorschläge zu unterbreiten:

1. Das Finanzdepartement ist zu verpflichten, dafür besorgt zu sein, dass zuhanden des Bundesrates zuverlässige Kostenberechnungen zu neuen Erlassen unterbreitet werden. Wo genaue Berechnungen nicht möglich sind, sollten trotzdem möglichst präzise Kostenschätzungen vorgenommen werden.
2. Beschliesst die Kommission oder der Prioritätsrat in Abweichung der Botschaft des Bundesrates Mehrausgaben, so hat das Finanzdepartement sofort die Mehrkosten zuhanden der Räte und besonders der Kommissionen des Zweitrates und der Finanzdelegation in einem Bericht festzuhalten.
3. Erachtet es die Finanzdelegation für wünschenswert, so ist sie gehalten, zuhanden der Räte sich zu den Mehrkosten zu äussern.

Texte de la motion Keller du 2 octobre 1974

Le Conseil fédéral et le Parlement s'efforcent actuellement de mettre de l'ordre dans les finances de la Confédération. Ils n'y parviendront pas s'ils ne sont pas mieux renseignés sur les répercussions financières des nouveaux textes législatifs et s'il n'en tiennent pas davantage compte au cours de leurs délibérations. Il faudrait en outre toujours examiner à fond le problème du financement qu'impliquent ces nouveaux textes. La disposition de l'article 29, 1er alinéa, lettre c, de la loi fédérale sur les finances de la Confédération prévoyant une planification financière plurianuelle ne suffit pas, car il n'est plus possible de prendre en considération des dépenses supplémentaires qui pourraient éventuellement être décidées par des commissions et les conseils. Il en résulte que les dépenses effectives ne sont le plus souvent pas connues lors des débats et de la prise des décisions.

Le Conseil fédéral est invité à examiner les mesures suivantes et à soumettre au Parlement des propositions à ce sujet:

1. Le Département des finances sera tenu de veiller à ce qu'on présente au Conseil fédéral des calculs plus sûrs des dépenses relatives aux nouveaux textes législatifs. Lorsqu'on n'est pas en mesure de calculer exactement ces dépenses, il y a lieu de procéder à des estimations aussi précises que possible.
2. Si, s'écartant des propositions faites dans le message du Conseil fédéral, la commission ou le conseil qui a la priorité décide des dépenses supplémentaires, le Département des finances est tenu de signaler immédiatement ces dépenses dans un rapport destiné aux conseils, et en

particulier aux commissions du conseil qui n'a pas la priorité ainsi qu'à la délégation des finances.

3. Si elle le juge bon, la délégation des finances se prononcera sur les dépenses supplémentaires dans un rapport aux conseils.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Brosi, Bürgi, Eng, Etter, Flubacher, Grolimund, Hofer-Flawil, Künzi, Lardelli, Letsch, Marthaler, Müller-Balsthal, Nef, Roth, Rüegg, Schwarz, Schwendinger, Tanner, Tschumi, Weber-Altdorf (20)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Die Schwierigkeiten des Bundes, seinen finanziellen Verpflichtungen nachzukommen, stellen zurzeit ein echtes Problem dar. Sie sind zum Teil, was die Kosten betrifft, das Resultat einer zu sorglosen Legiferierung, zu wenig sorgfältiger Kostenberechnungen und eines zu wenig konsequenten Kostendenkens. In dieser Hinsicht haben Verwaltung, Bundesrat und Parlament die Verantwortung zu übernehmen. Aber auch das Volk hat mit seinen zum Teil fast erpresserischen Volksinitiativen dem Bund Aufgaben aufgezwungen und damit Kosten überbunden, die mit Bezug auf die finanziellen Folgen zu wenig durchdacht waren.

Eine zuverlässige Budgetierung und insbesondere eine Finanzplanung auf nur einige Jahre hinaus ist auf dieser Basis nicht möglich. Im Bundesgesetz über den Finanzhaushalt des Bundes vom 18. Dezember 1968 wird in Artikel 29 der Bundesrat zu einer mehrjährigen Finanzplanung verpflichtet, die es erlaubt, die finanziellen Auswirkungen neuer Erlasses im Zeitpunkt der Beschlussfassung zu beurteilen. Diese Bestimmung genügt, wie die Erfahrung der letzten Jahre zeigt, nicht.

1. Es werden in den dafür verantwortlichen Abteilungen die Kosten zu wenig genau berechnet (z. B. Nationalstrassenbau, Gewässerschutz, Zivilschutz usw.).

2. Dort wo keine genauen Kostenrechnungen möglich sind, werden auch keine Kostenschätzungen mit Einbezug von gewissen Reserven vorgenommen, wie dies in der privaten Wirtschaft üblich ist (z. B. Raumplanung, AHV usw.).

Dadurch besitzt das Finanzdepartement für den Mitbericht zuhanden des Bundesrates und für die längerfristige Finanzplanung die erforderlichen Unterlagen nicht. Es ist ausgeschlossen, dass es diese Berechnungen selbst vornehmen kann.

Der Bundesrat verfügt dadurch für seinen Entscheid über ungenügende Unterlagen.

Selbst wenn bis hierhin alles aufs Beste bestellt wäre, funktioniert die Sache immer noch nicht mit Sicherheit, indem die Räte und Kommissionen weitergehende Beschlüsse beantragen bzw. fassen können. Anhand der Vorgänge bei der Revision des Gewässerschutzgesetzes möge dies als Beispiel dargestellt werden, wobei festgehalten werden soll, dass es auch andere gäbe und nicht der Gewässerschutz als solcher zu kritisieren ist.

- Bundesgesetz über Gewässerschutz 8. Oktober 1955. Bundessubventionen bis 35 Prozent für Gemeinden mit einer Wehrsteuerkopfquote bis zu 130 Prozent. Dies ergab jährlich Ausgaben für den Bund von 15-20 Millionen.
- Botschaft des Bundesrates 26. August 1970. Revision dieses Gesetzes. Antrag Bundesrat: Frist zur Ausführung aller Anlagen für die Kantone maximal zehn Jahre. Anlageteile (Hauptsammelkanäle und Abfallbeseitigung). Bundessubventionen bis 45 Prozent bei einer Wehrsteuerkopfquote bis 130 Prozent. Berechnete Bundesausgaben für Subventionen 40 bis 45 Millionen pro Jahr.
- Schon diese Zahl von 40 bis 45 Millionen war äusserst fragwürdig.
- Antrag Kommission Ständerat: Minimal 15 Prozent bis maximal 50 Prozent Subventionen für alle Gemeinden, abgestuft je nach Finanzkraft. Ausgaben nach Angaben der Kommission 50 Millionen Subventionen für den Bund pro Jahr.

Diese Zahl hätte vom Bundesrat energisch bestritten werden müssen, da sie bei auch nur näherer Ueberlegung unmöglich stimmen konnte. Er tat es nicht. Aufgrund neuer Berechnungen hätten Bundesrat und Parlament entschieden müssen, ob diese Mehrausgaben berechtigt und tragbar seien.

Die Wirklichkeit zeigt nun, dass für diese Gewässerschutzsubventionen pro Jahr rund 300 Millionen notwendig wären. Diese Zahl wird gegen Ende der Frist von zehn Jahren, welche für die Erstellung der Anlagen vorgeschrieben wurde, eher noch steigen.

Aus diesem Beispiel geht eindeutig hervor, dass das Finanzdepartement verpflichtet werden sollte, dafür zu sorgen, dass zuverlässigere Kostenberechnungen zuhanden des Bundesrates, der Kommissionen und der Räte erstellt werden und dass bei abweichenden Beschlüssen der Kommissionen oder des Prioritätsrates, die wesentliche Mehrausgaben zur Folge haben, sofort die neuen Kosten zuverlässig ermittelt werden. Diese wären dem Bundesrat, den Kommissionen, den Räten und der Finanzdelegation rechtzeitig zur Kenntnis zu bringen, damit neue Erlasses dann wirklich in Kenntnis der finanziellen Auswirkungen erlassen werden.

Wortlaut des Postulates Augsburger vom 1. Oktober 1974

Der Bundesrat wird um Prüfung der Möglichkeit ersucht, auf jede Session hin den eidgenössischen Räten einen Bericht zu unterbreiten, aus dem zusammengefasst die finanziellen und personellen Konsequenzen leicht ersichtlich sind, die seine Botschaften auslösen.

Texte du postulat Augsburger du 1er octobre 1974

Le Conseil fédéral est prié de déterminer s'il est possible de remettre aux Chambres fédérales, pour chaque session, un rapport mettant en évidence, sous forme d'un résumé facile à consulter, les conséquences financières des propositions que contiennent ses messages ainsi que les effets que celles-ci auraient sur l'effectif du personnel.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Baumann, Birrer, Bresser, Brosi, Fischer-Weinfelden, Fischer-Bern, Gehler, Hofmann, Leutenegger, Marthaler, Rubi, Schnyder, Schwarz, Tanner, Tschumi, Vollenweider (16)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

In zunehmendem Masse werden den eidgenössischen Räten Vorlagen unterbreitet, die finanziell und personell stark ins Gewicht fallende Auswirkungen mit sich bringen. Obwohl der Bundesrat in der Vergangenheit bemüht war, vorab auf finanzielle Auswirkungen hinzuweisen, die aus den Vorlagen erwachsen, war es für das Parlament nicht immer leicht, in dieser Beziehung unter klarer Kenntnis der Verhältnisse zu entscheiden.

Diese Tatsache wird unterstrichen durch die Initiative der Fraktionspräsidenten-Konferenz betreffend Änderung des Geschäftsverkehrsgesetzes, wobei u. a. als Ziel die Verpflichtung des Bundesrates anvisiert wird, bei allen Anträgen die finanziellen und personellen Auswirkungen für Bund, Kantone und Gemeinden zu erörtern (Art. 43). In den Erläuterungen zum Pflichtinhalt bündesrätlicher Botschaften wird ausgeführt: «Das ständige Ansteigen der Staatsaufgaben, die Klage von Kantonen und Gemeinden über die ihnen aus Bundesanordnungen erwachsenden Belastungen, das Personalproblem und die Sparnotwendigkeiten des Bundes sind genügend Grund dafür, dass in den Botschaften in Zukunft immer auch die Auswirkungen der Anträge auf Personalbestand, Finanzen und Kostendekoration bei Bund, Kantonen und Gemeinden sorgfältig beleuchtet werden.»

Angesichts des finanziellen Engpasses, in dem sich der Bund gegenwärtig befindet, und der uns grösste Zurückhaltung in Ausgabenbeschlüssen auferlegen muss, und angesichts des kategorischen Verlangens nach einem Personalstopp in der Bundesverwaltung, kann die gewohnte Art

der Darstellung der aufgeworfenen Probleme nicht mehr voll genügen. Wir möchten der Initiative der Fraktionspräsidenten-Konferenz in dem Sinne noch mehr Gewicht geben, als wir auf jede Session hin einen zusammenfassenden Bericht wünschen, der die Gesamtauswirkungen der Sessionsgeschäfte in finanzieller und personeller Sicht zur Darstellung bringt.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

Rapport écrit du Conseil fédéral

Die Anliegen der beiden Vorstösse berühren den gleichen Punkt. Wir gestatten uns deshalb, sie gemeinsam zu beantworten.

Der am 20. Juni 1974 in Kraft getretene, revidierte Artikel 43 des Geschäftsverkehrsgesetzes verpflichtet den Bundesrat, in jeder einzelnen Vorlage über die sich daraus ergebenden personellen und finanziellen Auswirkungen auf den Bund, über die Art und Weise der Kostendeckung sowie über die Belastung der Kantone und Gemeinden durch den Vollzug zu berichten.

In Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe d des Bundesgesetzes vom 4. Oktober 1974 über Massnahmen zur Verbesserung des Bundeshaushaltes hat das Parlament den Willen zum Ausdruck gebracht, der Finanzplanung künftig vermehrte Beachtung zu schenken. In den Unterlagen, die dem Parlament alljährlich über die Finanzplanung zugeleitet werden, wird jeweils im Ueberblick über die längerfristigen finanziellen und personellen Konsequenzen der Staatstätigkeit berichtet.

Dagegen trifft zu, dass die finanziellen Konsequenzen von Änderungen, die sich aus der parlamentarischen Beratung von Vorlagen ergeben, heute nicht sofort erfasst werden. Da es hier jedoch primär um eine Frage des Parlamentsbetriebes geht, möchte sich der Bundesrat diesbezüglich eine gewisse Zurückhaltung auferlegen. Dies um so mehr, als sich die Finanzkommissionen der eidgenössischen Räte gegenwärtig mit konkreten Vorschlägen befassen. Wir sind aber durchaus bereit, bei der Verwirklichung von Verbesserungsvorschlägen mitzuarbeiten und den Anregungen beider Vorstösse, soweit dies möglich ist, Rechnung zu tragen.

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat Augsburger entgegenzunehmen und beantragt, die Motion Keller in ein Postulat umzuwandeln.

Le président: Le Conseil fédéral accepte le postulat Augsburger. Est-il combattu au sein du Conseil? Ce n'est pas le cas, il est accepté.

Keller: Wieder einmal muss ich meinem Bedauern Ausdruck geben über die Art und Weise, wie ein parlamentarischer Vorstoss behandelt wird. Ich halte an meiner Motion fest. Die Geschäftsprüfungskommission hat festgestellt, dass der Bund seinen gesetzlichen Verpflichtungen betreffend die Subventionen für den Gewässerschutz nicht nachkommt und hat mich beauftragt, als Mitglied der Sektion des Departements des Innern diese Angelegenheit zu überprüfen. Ich bin noch nicht am Schluss meiner Ueberprüfung, aber immerhin habe ich folgendes feststellen können: In den Botschaften, die dem Parlament unterbreitet werden, sind zum Teil die Kosten überhaupt nicht, zum Teil richtig, aber meistens falsch, weil ungenügend sorgfältig berechnet, aufgeführt. Ich möchte Ihnen nur als Beispiel nennen: Raumplanung: wir wissen noch heute nicht, was sie kostet; Nationalstrassen, wie Sie sich erinnern: 3 Milliarden, heute rund 30 Milliarden; Gewässerschutz: Bei der Revision des Gesetzes von 1955 hat der Bundesrat in seiner Botschaft vorgeschlagen, die Subventionen wesentlich zu erhöhen. Die Kosten hat er mit 40 Millionen beziffert. Nach dem alten Gesetz waren es 20 Millionen. Schon diese Zahl von 40 Millionen dürfte nicht stimmen, aber ich kann es nicht beweisen. Später hat der Ständerat – auf Antrag seiner Kommission – die Subvention noch einmal wesentlich erhöht, Kosten (vom Präsidenten der ständerät-

lichen Kommission genannt): 50 Millionen. Diese Zahl kann noch viel weniger stimmen. Wenn Sie sich nur fünf Minuten lang Gedanken darüber machen, so kommen Sie drauf, dass, wenn es vorher 20 Millionen gekostet hätte, es nun mit 50 Millionen nicht getan ist.

Die Wirklichkeit sieht nun anders aus: Wir brauchen pro Jahr, wenn der Bund seine Verpflichtungen erfüllen will, rund 300 Millionen Franken. Wenn wir die Rückstände auch noch miteinbeziehen, brauchen wir jetzt rund 540 Millionen. Ich habe deshalb gefunden, dass man heute, wo wir die Finanzsituation des Bundes diskutieren, die Angelegenheit an die Hand nehmen muss. Wir können das nicht einfach vor uns herschieben. Deshalb meine Motion, in welcher ich in drei Absätzen vom Bundesrat folgendes verlange: Der Bundesrat wird eingeladen, folgende Massnahmen zu prüfen und dem Parlament diesbezügliche Vorschläge zu unterbreiten:

1. Das Finanzdepartement ist zu verpflichten, dafür besorgt zu sein, dass zuhanden des Bundesrates zuverlässige Kostenberechnungen zu neuen Erlassen unterbreitet werden. Wo genaue Berechnungen nicht möglich sind, sollten trotzdem möglichst präzise Kostenschätzungen vorgenommen werden. Diesem Absatz wird im neuen Geschäftsverkehrsgesetz im Artikel 43 teilweise Rechnung getragen.
2. Beschliesst die Kommission oder der Prioritätsrat in Abweichung der Botschaft des Bundesrates Mehrausgaben, so hat das Finanzdepartement sofort die Mehrkosten zuhanden der Räte und besonders der Kommissionen des Zweitrates und der Finanzdelegation in einem Bericht festzuhalten.
3. Erachtet es die Finanzdelegation, die schliesslich primär für unseren Finanzaushalt vom Parlament aus gesehen verantwortlich ist, für wünschenswert, so ist sie gehalten, zuhanden der Räte sich zu den Mehrkosten zu äussern.

Das ist das, was ich mit meiner Motion verlangt habe. Nun sagt der Bundesrat in seiner Beantwortung zu diesem Problem: «Dagegen trifft es zu, dass die finanziellen Konsequenzen von Änderungen, die sich aus der parlamentarischen Beratung von Vorlagen ergeben, heute nicht sofort erfasst werden. Da es hier jedoch primär um eine Frage des Parlamentsbetriebes geht, möchte sich der Bundesrat diesbezüglich eine gewisse Zurückhaltung auferlegen.» Ich kann diese Auffassung nicht akzeptieren, denn in Artikel 29 Absatz 1c des Bundesgesetzes über den Finanzaushalt heisst es: «Der Bundesrat sorgt für eine mehrjährige Finanzplanung, die es erlaubt, die finanziellen Auswirkungen neuer Erlasses im Zeitpunkt der Beschlussfassung zu beurteilen.» Das heisst doch, dass der Bundesrat verpflichtet ist, dem Parlament zu sagen, was es dann kostet, wenn es an der Botschaft Änderungen vornimmt. Man kann sich doch nicht einfach dahinter verschanzen, dass der Bundesrat nicht in die parlamentarischen Gebräuche und Gegebenheiten eingreifen wolle. So kommen wir nicht weiter.

Ich bin der Auffassung, entweder nehmen wir jetzt unsere Finanzmisere ernst oder dann gehen wir nach Hause. Aus diesem Grunde möchte ich Sie bitten, meine Motion zu überweisen.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: Je me sens obligé d'expliquer encore une fois pourquoi le Conseil fédéral a invité M. Keller à convertir sa motion en postulat. Il l'a fait au fond par respect des droits du Parlement. Une motion donne en quelque sorte un mandat impératif au Conseil fédéral. Or, comme l'indique notre réponse, il s'agit d'une question qui ressortit à l'organisation du Parlement. Le Conseil fédéral entend faire preuve sur ce point d'une certaine réserve, d'autant plus que les commissions des finances des conseils législatifs sont présentement en train d'étudier des propositions concrètes à cet égard. Nous n'avons aucune objection de fond à formuler à l'encontre de la proposition de M. Keller, que nous jugeons au con-

traire fort bonne, mais par respect pour le Parlement, encore une fois, nous souhaitons qu'elle ait la forme d'un postulat plutôt que celle d'une motion. Elle sera sans doute aussi efficace sous cette forme.

Le président: M. Keller maintient-il sa motion?

Keller: Ja.

Abstimmung – Votation

Für Annahme der Motion 83 Stimmen
Dagegen 51 Stimmen

Le président: Je constate que l'entrée en matière sur le budget n'est pas combattue. Nous passons maintenant à la votation sur la proposition de renvoi formulée par M. Allgöwer et combattue par la commission et le Conseil fédéral.

Abstimmung – Votation

Für den Rückweisungsantrag Allgöwer 14 Stimmen
Dagegen 128 Stimmen

Abschnittweise Beratung – Discussion des chapitres

Wo nichts anderes bemerkt wird, beantragt die Kommission Zustimmung zu den Anträgen des Bundesrates.

Der Bundesrat bekämpft die Abänderungsanträge der Kommission nicht.

Sans indication contraire, la commission propose d'adhérer aux propositions du Conseil fédéral.

Le Conseil fédéral ne combat pas les propositions de modification de la commission.

Tabellen – Tables

Siehe Seiten 84* bis 132* des Voranschlags
Voir pages 84* à 132* du budget

	Antrag der Finanzkommission Fr.	Antrag der Finanzkommission Fr.
507.463.02 Neu- und Erweiterungsbauten für berufliche Ausbildung	85 000 000	
707.433.29 Strukturverbesserungen in der Milchverwertung	5 000 000	
707.433.40 Bodenverbesserungen und landwirtschaftliche Hochbauten	100 000 000	
707.463.02 Neu- und Erweiterungsbauten für die landwirtschaftliche Ausbildung	10 000 000	
707.603.03 Investitionskredite an die Landwirtschaft	70 000 000	
		Propositions de la Commission des finances Fr.
Dépenses		
2 Personnel		
page 84*		
21 Rétribution du personnel	1 517 694 000	
3 Dépenses générales		
30 Débours, accidents de service		
page 84*		
Débours	49 165 937	
31 Indemnités, honoraires		
page 84*		
Commissaires, experts	48 000 000	
5 Immeubles et mobilier		
51 Mobilier		
page 90*		
Mobilier, matériel, bétail, véhicules, etc.	120 448 870	
Crédits annuels d'engagements	770 000 000	
page 130*		
301.463.90 Conservation des monuments historiques	11 000 000	
313.443.01 Corrections des cours d'eau	24 000 000	
315.443.01 Reboisements et travaux de défense s'y rattachant	18 000 000	
315.433.06 Construction de chemins forestiers, remaniements parcellaires	22 000 000	
315.443.08 Encouragement de la protection de la nature et du paysage	4 500 000	
319.443.01 Installations pour la protection des eaux contre la pollution	233 000 000	
402.483.06 Subventions de construction aux établissements servant à l'exécution des peines et mesures et aux maisons d'éducation	22 000 000	
408.453.01 Construction de protection civile	112 500 000	
601.600.05 Prêts pour la construction de logements au personnel fédéral	52 000 000	
601.603.01 Hangars de séchage de tabac	1 000 000	
705.463.02 Construction et agrandissement de locaux destinés à l'enseignement professionnel	85 000 000	
707.433.29 Améliorations des structures dans le domaine de l'utilisation du lait	5 000 000	
707.433.40 Améliorations foncières et constructions rurales	100 000 000	
707.463.02 Constructions nouvelles et complémentaires destinés à l'enseignement agricole	10 000 000	
707.603.03 Crédits d'investissement à l'agriculture	70 000 000	
Antrag Renschler		
Seite 84* 2 Personal		
21 Personalbezüge		
Nach Antrag Bundesrat		
Fr. 1 536 614 000.-		

Voranschlag der Eidgenossenschaft für 1975

Budget de la Confédération pour 1975

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1974
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	12141
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	26.11.1974 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1596-1627
Page	
Pagina	
Ref. No	20 003 354